



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/39/23
7 mars 2003

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trente-neuvième réunion
Montréal, 2 - 4 avril 2003

PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUD POUR L'ANNÉE 2003

OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

1. Dans son Programme de travail 2003, le PNUD a demandé l'approbation, par le Comité exécutif, d'une somme de 295 000 \$ US pour la préparation de projet, en plus de coûts d'appui de 22 125 \$US. Les activités proposées dans le Programme de travail du PNUD pour l'année 2003 sont présentées au Tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Programme de travail du PNUD pour l'année 2002

Pays	Activité/Projet	Montant requis (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE			
A.1 : Sous-secteur des inhalateurs à doseur			
Cuba	Préparation de projet : secteur des inhalateurs à doseur	20 000	20 000
Total partiel pour la section A.1		20 000	20 000
A.2 : Autres secteurs			
Bangladesh	Préparation de projet : élaboration du plan national d'élimination	40 000	40 000
Barbade	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	15 000	15 000
Brunei Darussalam	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	25 000	25 000
Chili	Préparation de projet : élaboration du plan sectoriel d'élimination des solvants	20 000	20 000
Congo RD	Préparation de projet : élaboration du projet final pour les mousses	10 000	10 000
Guinée-Bissau	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	25 000	25 000
Jamaïque	Préparation de projet : élaboration du plan sectoriel d'élimination des solvants	15 000	15 000
Laos	Préparation de projet : élaboration du projet final pour les mousses	5 000	5 000
Myanmar	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	20 000	20 000
Pérou	Préparation de projet : mise à jour de l'élaboration des éléments d'investissement du PGF	15 000	15 000
Total partiel pour la Section A.2		190 000	190 000
SECTION B : ACTIVITÉS SOUMISES À UN EXAMEN INDIVIDUEL			
B.1 : Activités en rapport avec les plans de gestion des frigorigènes			
Cambodge	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	10 000	À venir
Congo RD	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	10 000	À venir
Mauritanie	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	20 000	À venir
Rwanda	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	5 000	À venir
Sao Tomé	Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF	20 000	À venir
Total partiel for Section B.1		65 000	
B.2 : Autres secteurs			
Sri Lanka	Préparation de projet : élaboration du plan national	15 000	Reporter

Pays	Activité/Projet	Montant requis (\$ US)	Montant recommandé (\$ US)
	d'élimination		
Zimbabwe	Préparation de projet : mise à jour du programme élaboré pour l'élimination du bromure de méthyle (Décision 35/46)	5 000	Reporter
Total partiel pour la section B.2		20 000	
Coûts d'appui d'agences (7,5 pour cent)		22 125	
Total		295 000	

SECTION A : ACTIVITÉS RECOMMANDÉES POUR APPROBATION GLOBALE

Section A.1 : Sous-secteur des inhalateurs à doseur

Cuba : Préparation de projet : secteur des inhalateurs à doseur (20 000 \$ US)

Description du projet

2. Le PNUD a demandé un montant supplémentaire de 20 000 \$ US pour achever la préparation d'une stratégie de transition et d'un projet d'investissement visant à éliminer les CFC dans les inhalateurs à doseur à Cuba. Le financement initial de 60 000 \$ US a été approuvé à la 36^e réunion pour ces activités. Un rapport du PNUD sur les activités entreprises après l'examen, à la 38^e réunion, de la stratégie et du projet d'investissement est inclus à l'Annexe I des présentes.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

3. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale au niveau de financement indiqué au Tableau 1.

Section A.2 : Autres secteurs

4. Le Secrétariat du Fonds recommande l'approbation globale des projets indiqués à la Section A.2 du Tableau 1 ci-dessus, au niveau de financement indiqué.

SECTION B : ACTIVITÉS SOUMISES À UN EXAMEN INDIVIDUEL

Section B.1 : Projets en rapport avec les plans de gestion des frigorigènes

- (a) Cambodge : Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF (10 000 \$ US)
- (b) Congo, DR : Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF (10 000 \$ US)
- (c) Mauritanie : Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF (20 000 \$ US)

- (d) Rwanda : Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF (5 000 \$ US)
- (e) Sao Tomé et Principe : Préparation de projet : élaboration des éléments d'investissement du PGF (20 000 \$ US)

Description des projets

5. Le PNUD demande du financement pour l'élaboration des éléments d'investissement des PGF pour le Cambodge, la République démocratique du Congo, la Mauritanie, le Rwanda et Sao Tomé et Principe.

Observations du Secrétariat du Fonds

6. Le Comité exécutif a déjà approuvé le financement pour le PNUE en vue de la préparation du PGF des pays mentionnés ci-dessus. Les activités pour la préparation de projet ont été approuvées en vertu de la Décision 31/48, qui stipule notamment que la phase de préparation du PGF devrait comprendre une étude complète de la consommation de CFC dans tous les sous-secteurs (y compris le secteur non structuré, les PME et les climatiseurs d'automobile); calculer la consommation actuelle et future en rapport avec le gel, la réduction de 50 % en 2005, de 85 % en 2007 et l'élimination en 2010; calculer la réduction de la consommation requise afin de respecter ces objectifs; et calculer la réduction de la consommation attribuable aux activités proposées dans le PGF. L'élaboration, par le gouvernement, d'une stratégie d'élimination et son engagement à adopter les lois et les règlements requis pour la mise en oeuvre efficace des activités visant à éliminer l'utilisation des frigorigènes comportant du CFC devraient aussi figurer dans ces activités, en tenant compte, pour chacune de ces dernières, du coût et des moyens de financement, y compris le financement national. Pour permettre d'achever entièrement ces activités préparatoires, y compris la loi sur le développement, le financement fourni pour la préparation de la phase du projet devrait être deux fois celui qui est habituellement fourni.

7. Le niveau de financement approuvé pour le PNUE afin de lui permettre de préparer ces cinq projets a été deux fois celui qui était habituellement fourni. Sur la base de la Décision 31/48, on s'attendra à ce que le financement approuvé pour le PNUE entraîne la préparation de propositions de PGF complètes et entièrement intégrées comprenant les deux éléments ne portant pas sur des investissements (programmes de formation des agents des douanes et des techniciens en entretien pour la réfrigération, et unités de surveillance et d'évaluation) et les éléments d'investissement (récupération et recyclage et incitatifs pour le secteur des utilisateurs finals).

8. En ce qui concerne les demandes du Cambodge, de la République démocratique du Congo et du Rwanda, le Comité exécutif, à sa 36^e réunion, a approuvé 15 000 \$ US pour chaque pays en plus du financement initial approuvé pour le PNUE pour la préparation des éléments d'investissement des plans d'élimination finals et du PGF. Le PNUD a indiqué que l'élaboration des projets d'investissement était amorcée dans le pays, mais qu'il faut toutefois d'autres ressources financières pour parachever les propositions de projet pertinentes.

9. Le Secrétariat est à discuter avec le PNUD et le PNUE de la fragmentation de la préparation du PGF et du niveau total de financement fourni pour la préparation de projet. Il

semble que le financement total pour la préparation de projet approuvé pour le PNUD et le PNUE pour chacun des cinq projets dépasse les lignes directrices. Quant aux projets futurs, il serait approprié de demander aux agences d'exécution de coordonner davantage leurs efforts lors de la préparation des PGF et de s'assurer que le niveau total de financement demandé demeure conforme aux lignes directrices de la Décision 31/48.

10. Quant aux cinq demandes présentées à cette réunion, il serait approprié d'approuver le financement pour la préparation de projet du PNUD. Toutefois, le Comité exécutif pourrait vouloir évaluer s'il serait approprié de demander au PNUE de remettre au Fonds multilatéral des montants équivalents des fonds de la préparation de projet précédemment approuvés pour le PNUE pour chaque pays.

Recommandations du Secrétariat du Fonds

11. Le Comité exécutif pourrait souhaiter évaluer les cinq propositions à la lumière des informations fournies ci-dessus.

Section B.2 : Autres secteurs

- a) Sri Lanka : Élaboration du plan national d'élimination (15 000 \$ US)

Description du projet

12. Le PNUD demande un financement de 15 000 \$ US afin de lui permettre d'élaborer des projets qui entraîneront un plan d'action national de conformité en vue de l'élimination des CFC et des CTC au Sri Lanka.

Observations du Secrétariat du Fonds

13. Le Secrétariat a demandé des détails sur la proposition du PNUD d'élaborer un plan national complet. Il a été confirmé que l'activité visait à préparer des projets d'investissement qui feraient partie d'un plan d'action national de conformité qui avait été préparé avec l'aide du gouvernement du Japon. Le plan d'action national de conformité n'est pas inclus pour examen à la présente réunion.

14. Le Secrétariat prend note que la consommation restante de SAO au Sri Lanka est surtout dans le secteur de la réfrigération, principalement pour l'entretien. Un financement de plus de 0,8 million \$ US a été fourni pour les projets de ce secteur, y compris un PGF approuvé par le Comité exécutif à sa 32^e réunion.

15. Le gouvernement du Sri Lanka a présenté le PGF avec une lettre officielle d'accompagnement faisant état de son engagement à respecter les exigences de la Décision 31/48, en particulier pour réaliser une réduction de 50 % de sa consommation de CFC de référence d'ici 2005 et de 85 % d'ici 2007 sans autre assistance du Fonds multilatéral. En outre, il a été indiqué dans la proposition de projet que les activités proposées dans le PGF, y compris les mesures législatives, réduiraient la consommation de CFC à des niveaux négligeables à compter de 2006.

16. Tenant compte de l'engagement pris par le gouvernement du Sri Lanka de réaliser d'ici 2005 et 2007 les objectifs d'élimination visés par le Protocole de Montréal sans autre assistance du Fonds multilatéral, et que la consommation restante de CFC serait négligeable à compter de 2006, le Secrétariat se voit dans l'impossibilité de soutenir la demande de préparation de projet à cette réunion.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

17. Le Secrétariat du Fonds recommande de reporter l'activité ci-dessus.

- b) Zimbabwe : Mise à jour du programme d'élimination élaboré pour le bromure de méthyle (BM) (Décision 35/46) (5 000 \$ US)

Description du projet

18. Le PNUD demande un financement de 5 000 \$ US pour établir à nouveau la validité des données et des circonstances d'un projet visant l'élimination du bromure de méthyle pour l'entreposage du grain au Zimbabwe, reportée à la 35^e réunion en vertu de la Décision 35/46.

Observations du Secrétariat du Fonds

19. À sa 35^e réunion, le Comité exécutif a examiné un projet d'investissement pour l'élimination de 27,2 tonnes de PAO du bromure de méthyle employé pour usage non essentiel ou non critique pour l'entreposage du grain (maïs). Le niveau de financement du projet a été convenu par le Secrétariat du Fonds et le PNUD. En vertu de la Décision 35/46, le Comité exécutif a reporté l'approbation de ce projet, « en attendant la clarification des circonstances exceptionnelles et si la réduction de la consommation n'était de fait que temporaire. » Cela était relié au fait que la consommation de bromure de méthyle au Zimbabwe était passée de 598,0 tonnes de PAO en 1999, tel qu'il avait été indiqué dans l'Entente pour le premier projet dans ce secteur, à 370,6 tonnes de PAO en 2000, indiqué lorsque le présent projet avait été reporté. La plus récente consommation ayant fait l'objet d'un rapport a été de 544,2 tonnes de PAO en 2001.

20. Le Secrétariat a pris note que le premier projet d'élimination du bromure de méthyle approuvé pour le Zimbabwe à la 31^e réunion entendait que le gouvernement du Zimbabwe limiterait sa consommation de bromure de méthyle à une quantité inférieure à 415 tonnes de PAO d'ici la fin de 2004. Puisque cette quantité déjà inférieure à la réduction de 20 % visée par le Zimbabwe, aucune aide supplémentaire n'est requise pour permettre au Zimbabwe de respecter la mesure de réglementation du bromure de méthyle pour 2005. Pour cette raison et aussi parce que la proposition de projet a déjà été entièrement élaborée mais n'a pas été approuvée par le Comité exécutif en raison du niveau de consommation du bromure de méthyle dans ce pays, le Secrétariat ne peut recommander l'approbation du financement supplémentaire demandé par le PNUD.

Recommandation du Secrétariat du Fonds

21. Le Secrétariat du Fonds recommande de reporter l'activité ci-dessus. Le Comité exécutif peut aussi souhaiter conseiller le PNUD quant au moment où le projet d'investissement du Zimbabwe en vue de l'élimination reportée du bromure de méthyle pourrait être présenté à nouveau, en tenant compte qu'aucune aide supplémentaire n'est requise pour permettre au Zimbabwe de respecter d'ici 2005 les exigences de la mesure de réglementation du bromure de méthyle.

Annexe I

Cuba : élimination de la consommation des CFC dans la fabrication des inhalateurs à doseur (rapport périodique)

Informations de base

1. Lors de sa 38^e réunion, le comité exécutif a examiné une stratégie de transition destinée à l'élimination des inhalateurs à doseur en aérosol contenant des CFC ainsi qu'un projet d'investissement visant l'élimination de 109,1 tonnes PAO de CFC-11 et CFC-12 utilisés dans la fabrication des inhalateurs à doseur au Laboratorio Farmacéutico Julio Trigo Lopez, seul fabricant d'inhalateurs à doseur en aérosol à Cuba (UNEP/OzL.Pro/ExCom/38/29).
2. Le gouvernement de Cuba propose d'éliminer l'utilisation des CFC dans les inhalateurs à doseur en 2005 en appliquant la stratégie nationale de transition et en procédant à la conversion des installations de production des inhalateurs à doseur contenant des CFC en technologie HFC-134a. Lorsque le projet aura été achevé, le gouvernement interdira l'utilisation des CFC dans tous les produits en aérosol, y compris dans les inhalateurs à doseur.
3. L'investissement initial prévu pour la conversion de l'usine couvre les coûts d'installation d'une nouvelle chaîne de production estimés à 1 057 667 \$ US. Les coûts d'exploitation ont été évalués à 2 464 000 \$ US (VAN pour une période de deux ans) en se basant sur les coûts des contenants en aluminium, des valves doseuses et des propulseurs (ces coûts ont uniquement une valeur indicative car ils dépendent de la technologie utilisée).
4. Le comité exécutif a examiné la proposition au cours de sa 38^e réunion et a décidé ce qui suit :
 - a) Prendre note de la stratégie de transition du gouvernement de Cuba concernant les inhalateurs à doseur sans CFC et du projet d'investissement connexe d'élimination des CFC utilisés dans la fabrication des inhalateurs à doseur au Laboratorio Farmacéutico Julio Trigo Lopez;
 - b) Noter que l'investissement initial du projet tel qu'il a été révisé s'élève à 1 488 000 \$ US (incluant 430 000 \$ US pour les essais, la production à échelle pilote, les essais cliniques, la stabilité du produit, la supervision technique, les inspections et le certificat d'achèvement) ;
 - c) Demander au PNUD de continuer à aider le gouvernement de Cuba à mettre la dernière touche à la stratégie de transition et à déterminer un fournisseur potentiel de technologie HFC-134a pour les inhalateurs à doseur. Par la suite, la stratégie de transition et le projet d'investissement seront représentés lorsque le fournisseur aura été déterminé et sélectionné par le gouvernement de Cuba à la 39^e réunion du Comité exécutif;
 - d) Conserver dans le plan d'activités 2002 du PNUD la stratégie de transition vers des inhalateurs sans CFC et le projet d'investissement pour l'élimination des CFC

dans les inhalateurs à doseur à Cuba.

- e) Tenir compte de l'importance du projet pour Cuba et faire l'éloge des efforts de Cuba, du secrétariat et du PNUD destinés à la réalisation du transfert de technologie requis.
- f) Demander également que ces efforts soient maintenus afin de faire une nouvelle présentation telle qu'on l'indique à l'alinéa c) ci-dessus à la 39^e réunion du comité exécutif.

Compte rendu de la situation sur les actions entreprises par le PNUD

5. En conséquence, le PNUD a soumis un rapport sur les actions entreprises, en particulier sur l'identification de fournisseurs éventuels de technologies d'inhalateurs à doseur sans CFC. Voici les détails de ces actions :

- a) Appel conférence avec l'IPAC, Regroupement international d'aérosols pharmaceutiques (entreprises développant les besoins de traitement des patients souffrant d'asthme et/ou de maladie pulmonaire obstructive chronique) afin d'expliquer la nécessité du transfert de technologie sans CFC dans les entreprises qui fabriquent des inhalateurs à doseur vers les pays visés à l'Article 5 (14 novembre 2002) ;
- b) Réunion avec l'IPAC organisée par le PNUD pendant la 14^e réunion des parties afin d'expliquer le cadre général et les détails du transfert de technologie dans les projets du Fonds multilatéral (28 novembre 2002). Au cours de la réunion, il fut décidé que le PNUD se chargerait de préparer un dossier d'informations de base pour l'IPAC (date limite : 3 décembre 2002) qui pourrait ensuite développer des propositions à soumettre à d'éventuelles entreprises intéressées (date limite : 12 décembre 2003);
- c) Le 12 décembre 2002, l'IPAC a envoyé les informations pertinentes à plusieurs entreprises membres, à savoir GSK, Ivax, Cheisi, Armstrong (Andrx), AZ et 3M (qui n'est pas membre de l'IPAC mais associée depuis longtemps à cet enjeu). Depuis lors, quatre entreprises ont envoyé leurs réponses, seul Ivax a démontré un intérêt particulier et a proposé une technologie sans CFC pour les inhalateurs à doseur (au moment de la préparation de ce rapport, 3M n'avait pas encore envoyé de réponse).
- d) En janvier 2003, le PNUD fit le point avec l'IPAC et effectua un suivi directement auprès des entreprises qui avaient répondu. Par ailleurs, le PNUD entra en contact avec d'autres entreprises non associées à l'IPAC. En conséquence, deux entreprises indépendantes semblèrent intéresser à fournir la technologie et le PNUD leur demanda de soumettre des propositions. Au même moment, le PNUD informa le secrétariat du Fonds des actions entreprises jusqu'à maintenant (le secrétariat reconnut les difficultés de la négociation et encouragea

le PNUD à poursuivre ses efforts)

- e) Au cours de la première semaine de février, le PNUD reçut deux propositions de transfert de technologie provenant de deux entreprises indépendantes.

Propositions reçues pour le transfert de technologie

6. Une entreprise indépendante fabriquant des inhalateurs à doseur HFA a présenté une proposition initiale de transfert de technologie pour un coût de 500 000 \$ US et 10 pour cent de redevances sur le prix de l'unité d'inhalateur à doseur fabriquée. Le PNUD discute en ce moment avec l'entreprise des enjeux pertinents, y compris des frais de redevance. L'entreprise serait à même de fournir les inhalateurs à doseur HFA directement à Cuba pendant la période de transition. Toutefois, le coût de l'approvisionnement pendant cette période n'a pas été fourni.

7. LE PNUD a également mentionné la possibilité d'utiliser des inhalateurs à poudre sèche. Ces derniers n'utilisent pas de propulseurs CFC ni HFA et pourraient constituer une technologie de remplacement de nature différente. Une entreprise britannique a conçu des inhalateurs à poudre sèche pour le salbutamol et le béclo méthasone (Clickhaler) aujourd'hui disponibles en Europe. De plus, les demandes pour le Clickhaler au formotérol ont été soumises aux responsables européens (les programmes requis pour le budésonide sont en cours de préparation).

8. Le développement d'un produit Clickhaler comprend la fabrication du contenant et son remplissage. Le contenant est fabriqué au Royaume-Uni ; le procédé de remplissage peut s'effectuer dans n'importe quel endroit adéquat, la seule exigence étant un environnement propre où les poudres en vrac sont préparées en utilisant des techniques de mélange rodées. Les appareils sont ensuite remplis, scellés et emballés.

9. Les propriétaires de technologie semblent s'intéresser au transfert du procédé de remplissage à Cuba. Le coût préliminaire du transfert de technologie et de l'équipement s'élève à 1,6 million \$ US. Le délai envisageable pour l'installation de l'équipement et la mise en service est de 12 mois. Ce coût n'inclut pas le coût d'exploitation provenant de la fourniture d'unités vides de Clickhaler qui correspond à 2,10 \$ US par unité (franco à bord dans un port du Royaume-Uni). L'entreprise renoncerait à toute redevance sur la fourniture de l'appareil à partir du marché interne et fournirait les dossiers européens approuvés du salbutamol et du béclo méthasone pour un montant de 100 000 \$ US par dossier. Toute étude supplémentaire qui serait exigée par les responsables cubains serait la responsabilité du gouvernement de Cuba. L'entreprise propose néanmoins sa coopération pour préparer et entreprendre les études appropriées sur la base d'un financement convenu entre les deux parties.

10. Dans le cadre d'une solution de substitution pour le remplissage local, l'entreprise pourrait fournir directement à Cuba un produit fini (au moment de la rédaction de ce rapport, le gouvernement de Cuba n'avait pas encore été informé de cette offre).

Action futures

11. Le PNUD propose de continuer les discussions avec les deux sociétés qui ont présenté des offres. A partir des propositions détaillées (qui devraient être terminées en février 2003), il serait possible de finaliser la stratégie de transition et le projet de conversion de la technologie sans CFC. De plus, le PNUD continuera son suivi auprès des entreprises qui ont la technologie et qui avaient été contactées par l'intermédiaire de l'IPAC mais qui ne semblaient pas encore intéressées.

**39th EXECUTIVE COMMITTEE OF THE MULTILATERAL FUND
FOR THE IMPLEMENTATION OF THE
MONTREAL PROTOCOL
(2nd to 4th April 2003, Montreal)**

**2003 WORK PROGRAMME
OF THE
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME**

**Activities for consideration at the
39th Executive Committee Meeting**

7 March 2003

2003 UNDP WORK PROGRAMME
Activities for consideration at the 39th Executive Committee Meeting
(2nd to 4th April 2003, Montreal)

I. SUMMARY

1. UNDP has submitted its 2003 Business Plan, comprised of both a series of tables and a detailed narrative, for consideration at the 39th Meeting of the Executive Committee in March 2003. As a complementary submission, this work programme document contains a request for **US\$ 295,000** (excluding support cost) of funding to be submitted for consideration at the 39th Meeting of Executive Committee.

II. BUSINESS PLAN RELATIONSHIP

2. As indicated in UNDP's 2003 Business Plan, UNDP will continue or will start formulation of activities in the servicing sector in 25 countries, individual sector projects in 11 countries and multiyear projects in 8 countries. These activities will represent US \$23,483,000 within the context of the regular programme, and will eliminate 3,231 ODP tonnes.
3. The funds required during 2003 for formulation of these projects will be US \$578,000 (including support costs), from which US\$ 317,125 (including support cost of US\$ 22,125) is being submitted to the 39th Executive Committee Meeting in this Work Programme (see Annex 1). Detailed information on the activities submitted for consideration at the 39th Executive Committee Meeting is presented in the next two sections.

III. PROJECT PREPARATION RELATED TO PLANNED INDIVIDUAL AND MULTIYEAR PROJECTS

4. Details regarding the **Project Preparation Requests** for which funding is being requested at the 39th Meeting of the Executive Committee are contained in the following two tables (Project Preparation requests resulting from Business Plan).

Non-Servicing Planned Individual

Country	Type	Chem	Sector/Subsector	39th ExCom PRP ('000 US\$)	Duration (in months)
Chile	PHO	CFC/CTC/TCA	Formulation of Terminal Project for Solvents in Chile	20	12
Congo DR	PHO	CFC	Formulation of Terminal Foam project in DR Congo	10	12
Cuba	INV	CFC	Project preparation in the MDI sector	20	12
Jamaica	PHO	CTC/TCA	Formulation of the Solvent Sectoral phaseout plan in Jamaica	15	12
Laos	PHO	CFC	Formulation of Terminal Foam project in Laos	5	12
				70	
Plus 7.5% Agency Support				75.25	

Non-Servicing Planned Multiyear:

Country	Type	Chem	Sector/Subsector	39th ExCom PRP ('000 US\$)	Duration (in months)
Bangladesh	PHO	CFC/CTC/TCA	Formulation of the National Phaseout plan for Bangladesh	40	12
Sri Lanka	PHO	CFC/CTC/TCA	Formulation of the National Phase out plan of Sri Lanka	15	12
Zimbabwe	PHO	MeBr	Update of formulated MeBr phase out programme in Zimbabwe (Decision 35/46)	5	12
				60	
Plus 7.5% Agency Support				64.50	

IV. NON-INVESTMENT ACTIVITIES AND ACTIVITIES ADDRESSED TO THE SERVICING SECTOR

5. All non-investment activity requests contained in UNDP's 2003 Business Plan Table are summarized as in the following table. However, only some of these activities need to be funded at the 39th Meeting of Executive Committee, as shown in the right column of the table.

Category	Included in 2003 Business Plan (US\$)	To be funded at the 39 th ExCom Meeting (US\$)
CP Updates	0	0
Institutional Strengthening Renewals *	2,041,984 *	0
Formulation of activities in the servicing sector	313,000	165,000
TOTAL	2,354,984	165,000

* IS Renewals included in BP 2003 include support costs

6. The total amount being requested at the 39th Executive Committee Meeting for non-investment activities totals **US\$ 165,000**. The details of these funds requested are listed in the following table:

Servicing 39th ExCom Meeting

Country	Type	Chem	Sector/Subsector	39th ExCom PRP ('000 US\$)	Duration (in months)
Barbados	RMP	CFC	Formulation of investment components of the RMP Barbados	15	12
Brunei Darussalem	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Brunei	25	12
Cambodia	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Cambodia	10	12
Congo DR	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of DR Congo	10	12
Guinea-Bissau	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Guinea-Bissau	25	12
Mauritania	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Mauritania	20	12
Myanmar	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Myanmar	20	12
Peru	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP update of Peru	15	12
Rwanda	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Rwanda	5	12
Sao Tome	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Sao Tome	20	12
				165	
Plus 7.5% Agency Support				177.38	

7. These activities are summarized as follows:

- Six (6) requests to start formulation of investment components of RMP developed in cooperation with UNEP: Barbados (US\$ 15,000), Brunei (US\$ 25,000), Guinea Bissau (US\$ 25,000), Mauritania (US\$20,000), Myanmar (US\$ 20,000) and Sao Tome (US\$ 20,000).
- One (1) requests to formulate investment components of RMP updates being developed by UNEP: Peru (US\$ 15,000).
- Three (3) requests to finalize formulation of investment components in countries were preparation funds were approved for UNDP during 2002 but the activities have not been completed yet: Cambodia (US\$ 10,000), Congo (US\$10,000) and Rwanda (US\$ 5,000).

8. It should also be noted that some of the requests for project preparation related to activities for the servicing sector will be coming forward at the 40th Meeting of the Executive Committee, as all requirements related to those requests have not yet been fulfilled. Some of these activities are the preparation of RMP updates for Bahrain, Burundi, and Moldova and cooperation with UNEP in the formulation of investment activities required for the RMP updates of Fiji, Nepal, Nicaragua and Honduras.

9. The list of project preparation requests for consideration at the 39th Executive Committee Meeting is in Annex 1.

ANNEX 1 – CONSOLIDATED LIST OF REQUESTS AT THE 39TH MEETING

Country	Type	Chem	Sector/Subsector	39th ExCom PRP ('000 US\$)	Duration (in months)
Bangladesh	PHO	CFC/CTC/TCA	Formulation of the National Phaseout plan for Bangladesh	40	12
Barbados	RMP	CFC	Formulation of investment components of the RMP Barbados	15	12
Brunei Darussalem	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Brunei	25	12
Cambodia	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Cambodia	10	12
Chile	PHO	CFC/CTC/TCA	Formulation of Terminal Project for Solvents in Chile	20	12
Congo DR	PHO	CFC	Formulation of Terminal Foam project in DR Congo	10	12
Congo DR	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of DR Congo	10	12
Cuba	INV	CFC	Project preparation in the MDI sector	20	12
Guinea-Bissau	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Guinea-Bissau	25	12
Jamaica	PHO	CTC/TCA	Formulation of the Solvent Sectoral phaseout plan in Jamaica	15	12
Laos	PHO	CFC	Formulation of Terminal Foam project in Laos	5	12
Mauritania	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Mauritania	20	12
Myanmar	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Myanmar	20	12
Peru	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP update of Peru	15	12
Rwanda	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Rwanda	5	12
Sao Tome	RMP	CFC	Formulation of the investment components of the RMP of Sao Tome	20	12
Sri Lanka	PHO	CFC/CTC/TCA	Formulation of the National Phase out plan of Sri Lanka	15	12
Zimbabwe	PHO	MeBr	Update of formulated MeBr phase out programme in Zimbabwe (Decision 35/46)	5	12
				295	
Plus 7.5% Agency Support				317.125	